

Pour nos retraites, nos salaires et nos conditions de travail : On ira jusqu'au bout !

La mobilisation contre la réforme des retraites se renforce. Les manifestations monstres du 31 janvier l'attestent. Jamais depuis 30 ans on n'avait vu autant de monde dans la rue ! Élisabeth Borne tente de se rassurer. En direct à la télévision jeudi dernier, elle parle de « réticences » et « d'inquiétudes ». Comme si on n'avait pas compris ! Mais nous avons parfaitement saisi de quoi il retourne. Et notre refus est franc, massif et déterminé. Nous continuerons à l'exprimer en participant massivement à la grève et aux manifestations, à commencer par les deux prochaines journées des 7 et 11 février.

Le gouvernement et les patrons se consolent en disant que les taux de grévistes auraient été un peu plus bas dans certaines grandes entreprises publiques. Mais de l'aveu de tout le monde, les cortèges ont été plus fournis le 31 que le 19. Et dans beaucoup d'entreprises du privé, les grévistes étaient souvent plus nombreux. Sans parler des jeunes qui commencent à déferler dans les manifestations !

« Augmentez les salaires, pas l'âge de la retraite » (vu sur une pancarte le 31 janvier)

La colère n'est pas limitée à la seule question des retraites. C'est un ras-le-bol général contre l'exploitation capitaliste, les salaires qui ne permettent pas de vivre, le travail qui tue avant même la retraite. C'est toute cette rage qui a fleuri sur les pancartes dans les manifestations du 31.

Çà et là, les travailleurs d'une même entreprise, d'un même secteur, quelquefois en cortège interprofessionnel, se sont regroupés pour défiler ensemble. Tous derrière la même banderole, c'est mieux que chacun tout seul dans son coin. Car si tous les syndicats ont appelé, pourquoi donc des cortèges syndicaux classés par étiquettes qui nous éparpillent selon l'appartenance (ou pas) des uns et des autres ? Au lieu de saisir l'occasion d'être tous ensemble pour discuter de la suite du mouvement ! Rien de tel pour sentir notre force collective et pour nous rassembler autour de nos revendications, par delà nos secteurs.

Sur tous les sujets, le patronat peut battre en retraite

Dans certaines entreprises du privé, des grèves éclatent, pour les salaires, mais pas seulement : dans l'industrie pharmaceutique (BioMérieux en région lyonnaise, Cenexi près de Paris), dans la sous-traitance automobile (Plastic Omnium et Forvia près de

Rennes), chez Flandria Aluminium dans le Nord ou encore chez Idemia, fabricant de cartes bancaires en Bretagne. Des entreprises plus petites ou qui n'avaient parfois jamais connu de grève complètent cette longue liste de luttes.

Les patrons craignent que le mouvement national contre la réforme et les luttes dans les entreprises se renforcent mutuellement. C'est donc la voie à suivre pour les faire payer afin de travailler moins et gagner plus.

Les politiciens tentent de faire diversion

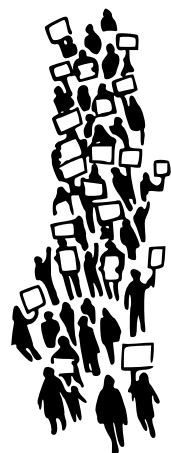
En attendant, la machine parlementaire est lancée. On connaît la chanson : une pluie d'amendements, des effets de manche, des négociations en coulisses... et la loi immigration bientôt présentée par le ministre de l'Intérieur, Darmanin, pour allumer un contre-feu raciste à notre mobilisation. Ça ne prendra pas !

L'arme des travailleurs, c'est la grève !

Il n'y a rien à attendre des palabres au Parlement. C'est par la grève et dans la rue, toutes et tous ensemble, qu'on fera reculer ce gouvernement et les patrons.

Il est essentiel de se réunir en assemblées générales, pour échanger, voir où on en est, bref, décider tous ensemble de notre mouvement et de nos revendications. L'intersyndicale cantonne ses revendications au strict retrait de la réforme, et ne donne aucune perspective pour construire la grève reconductible sur la durée. Mais c'est aussi sur toutes les attaques passées, celles qui ont déjà fait reculer l'âge de la retraite de 60 à 62 ans, ou bien celles qui ont baissé les allocations chômage, qu'il faut faire reculer le gouvernement et le patronat.

C'est bien pour cela que nous devons nous réunir, pour décider collectivement de nos revendications, de la construction de la grève, pour améliorer le rapport de force en notre faveur.



Mardi 7 février
grève & manifestation
14h devant l'Arsenal
place de la République

Samedi 11 février
manifestation
10h place de la Gare

Mal-logement : les femmes premières victimes

Dans son 28e rapport annuel sur le mal-logement, la Fondation Abbé-Pierre estime qu'en 2022, sur une population de 67 millions d'habitants, 4,1 millions étaient mal logés. Mais, plus largement, 12,1 millions de personnes étaient « fragilisées par rapport au logement », c'est-à-dire en situation d'impayés, de surpeuplement, de précarité énergétique, d'effort financier excessif... Les contours de la population sans domicile se modifient. Ils se féminisent. Ainsi si les hommes sans-abri sont plus nombreux que les femmes – dont le nombre est probablement sous-estimé, car elles sont moins visibles – « 78 % des ménages sans domicile avec enfants » sont des femmes seules. Elles sont donc, là encore, en première ligne face à la crise du logement.

Personnes âgées privées de pain...

À Lisieux dans le Calvados, le centre communal d'action sociale (CCAS) a décidé de supprimer le pain des paniers repas distribués quatre fois par semaine aux personnes âgées en perte d'autonomie. Raison invoquée par le président du CCAS, Sébastien Leclerc, maire de Lisieux, conseiller général et député Les Républicains : ne pas répercuter sur le prix du panier repas la hausse de 14 % sur les produits alimentaires. Avec un tel raisonnement, et si l'inflation se poursuit, le panier repas risque de se réduire à la portion congrue. Et ce ne sont pas les personnes âgées dépendantes qui seront capables de s'y opposer. L'association « Lisieux à venir », qui rappelle que les principaux intéressés n'ont pas été consultés sur cette décision, s'est dite scandalisée par cette mesure. Elle n'est pas la seule.

Social et médico-social : grève et manifestation nationale réussies !

Dans cette période d'ébullition face au refus de la réforme des retraites, les salarié-e-s du social et médico-social étaient en grève le 2 février. Les revendications les plus importantes : des augmentations de salaires, l'amélioration des conditions de travail mais aussi le refus de la marchandisation du secteur.

Dès 11h, des centaines de collègues arrivaient devant NEXEM (syndicat patronal) pour faire du bruit lors des négociations concernant l'avenir de nos conventions collectives. Les patrons portent un projet de régression sociale (ex : salaire au mérite) et refusent d'octroyer le SEGUR à toutes et tous.

Puis à 14h, une manifestation réunissant 4000 personnes prenait la direction de Matignon. Un cortège dynamique où se retrouvaient ensemble des étudiants, des salariés du privé, du public mais aussi des collègues de la petite enfance et de Pôle Emploi. De même, de nombreux collectifs de lutte et pas moins de 31 départements étaient représentés.

Une mobilisation à l'initiative des rencontres nationales du travail social en lutte, un cadre auto organisé, et rejointe par la suite par les fédérations CGT, SUD et FSU. Au total, avec les collègues qui n'ont pas pu monter à Paris mais qui étaient mobilisé.es en régions comme à Nancy ou Mulhouse, cette journée a rassemblé autant de manifestants que lors de la précédente journée de grève du 29 novembre.

Une journée qui montre bien que la colère actuelle est bien plus large que celle des retraites et qu'il existe une détermination chez les travailleurs. C'est pourquoi nous avons tout intérêt à lier nos revendications : retraite, salaire, condition de travail, même combat !

Petite enfance, ça craque aussi.

Les places en crèche manquent. De nombreuses structures peinent à accueillir les enfants, faute de personnel. Conditions de travail, bas salaire, exclusion du Ségur, manque de considération... Rien n'est fait pour former et recruter du personnel. Alors, les salarié-e-s ont bien raison de se mobiliser comme le 2 février où ils ont manifesté à Metz, Sarreguemines et dans toute la France.

Étudiant.e.s ou travailleurs du secteur social, nos pratiques professionnelles sont au cœur des contradictions du système capitaliste. En première ligne face à l'exclusion, aux inégalités, à la violence sociale, au racisme et au sexisme, nous constatons bien que nos interventions sont souvent une goutte d'eau dans un raz-de-marée de destruction des droits sociaux et de creusement des inégalités. Comment parler d'insertion quand le chômage et le nombre de mal logés explose ?

Comment parler de protection de l'enfance quand l'Etat stigmatise une partie de la jeunesse ? Nous sommes anticapitalistes et révolutionnaires car nous considérons que le capitalisme est responsable des maux qui rongent notre société et qu'il n'est pas réformable. Nous militons pour une société sans exploitation et sans oppression, où la majorité de la population, celle qui fait tourner la société, prendra les décisions dans les entreprises, les quartiers, les écoles... Pour la construire, il faut nous rassembler, échanger, lutter toutes et tous ensemble : professionnels, étudiants, personnes accompagnées. Ne comptons que sur nos propres forces et nos mobilisations.

Si ce bulletin t'a plu, fais-le lire à tes collègues et n'hésite pas à nous transmettre des informations ou à prendre contact.



revolution.sociale.npa



NPA Lorraine Nord